

Le 13 février 2019.

Communiqué à la presse

STOP aux réformes « à la hussarde » des Provinces et des hôpitaux publics wallons

En cette presque fin de législature, la Ministre Valérie De Bue, s'empresse de faire voter **deux projets de décrets** ayant un impact non négligeable sur le personnel d'institutions publiques wallonnes.

Le premier texte, traite de la personnalité juridique des futurs réseaux hospitaliers en région wallonne.

Malgré les critiques émises par les organisations syndicales sur le texte et à malgré l'accord conclu suite à sa rencontre avec elles, le gouvernement wallon ne rectifie que peu le projet de décret visant à doter (dans presque tous les cas de figure) la personnalité juridique d'ASBL aux réseaux hospitaliers qui verront peut-être le jour en Wallonie.

Le texte rend ainsi presque irréalisable, ou alors à la marge, la possibilité d'existence de réseaux publics sur le territoire wallon. Ce qui constitue à nos yeux le premier pas vers le démantèlement total des hôpitaux publics.

Le second texte, concerne le transfert de compétences des Provinces vers la Région.

En voulant transférer à la Région une partie des compétences provinciales, le Gouvernement wallon s'empresse d'ouvrir (avant l'heure) le débat sur l'avenir des institutions provinciales. Il est intolérable qu'en cette période, certains préfèrent donner priorité au débat institutionnel, alors que bon nombre de citoyens sont dans la rue pour crier leurs réels besoins.

Nous ne voulons pas que la polémique sur l'avenir des provinces s'invite à la table des débats préélectorales. Ceci plongerait une fois de plus (de trop) le personnel des provinces dans l'incertitude professionnelle.

Le front commun syndical des travailleurs des hôpitaux publics et des provinces s'insurge contre ces projets de réforme pris à la « va-vite » en fin de législature.

Nous manifesterons notre mécontentement ce jeudi 14 février à salon des mandataires au WEX (Marche en Famenne). Car nous sommes en colère et plus que jamais déterminés à dénoncer et lutter contre des manœuvres visant, à terme, à la privatisation des établissements publics de soins et le démantèlement de provinces en Wallonie.

Olivier NYSSSEN,
Secrétaire général
CGSP-Admi
Tel. 0498/78.10.04

Guy CRIJNS,
Secrétaire national
CSC – Service Public
Tel. 0475/61 19 38

François ROOSENS,
Président du groupe ALR
wallon du SLFP
Tel. 0492/08.02.48